



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Dimanche 18 Décembre 2022

EL MOUDJAHID
LA REVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE

ALGÉRIE NOUVELLE : 2019-2022, (V) politique sociale : efficiente et équitable – Maintien de la politique sociale de l'État, une priorité

Depuis l'élection du président de la République à la tête du pays, la cadence des travaux et des réalisations s'est accentuée de manière significative, sur le plan socio-économique, surtout. Les franges sociales moyennes et démunies, en particulier, ont enregistré des acquis non négligeables sur le plan de l'amélioration du pouvoir d'achat, des conditions de vie, du taux d'occupation du logement et de confort social ascendant.

EL MOUDJAHID
LA REVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE

2022, Importations et construction automobile : épilogue heureux après des années de prédation

L'année 2022 aura été marquée par le dénouement du dossier de l'automobile en Algérie, à la faveur de la publication, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, des décrets exécutifs fixant les conditions d'exercice de l'activité de concessionnaire de véhicules neufs et celle de construction de véhicules, ainsi que la relance de l'importation des voitures de moins de trois ans, dans le cadre du projet de loi de finances pour 2023.



[Younes Chouab, maître de conférences, spécialiste en sciences économiques : «Les décisions du président de la république consolident le pouvoir d'achat»](#)

Le caractère social de l'Etat algérien est l'un des fondements de la politique nationale du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a mis en œuvre récemment une série de mesures pour améliorer le pouvoir d'achat du citoyen.



[Nouvelle loi sur l'investissement, l'électrochoc : Les préoccupations de 1808 opérateurs prises en charge en deux mois](#)

Pour le ministère de l'Industrie, la «grande affluence» enregistrée dans les directions est le résultat des réformes engagées par les pouvoirs publics, notamment à travers la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Automobile: importations et construction de retour, les activités recadrées](#)

L'année 2022 aura été marquée par le dénouement du dossier de l'automobile en Algérie, à la faveur de la publication, conformément aux instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, des décrets exécutifs fixant les conditions d'exercice de l'activité de concessionnaire de véhicules neufs et celle de construction de véhicules, ainsi que la relance de l'importation des voitures de moins de trois ans, dans le cadre du projet de loi de finances de 2023.



[Le pétrole plombé par de sombres perspectives économiques : Le baril plonge sous 80 dollars](#)

Le Brent, référence du pétrole algérien, a terminé la semaine qui s'est achevée, vendredi dernier, à 79,04 dollars. Après près d'une semaine de baisse sans interruption, les prix du pétrole ont fini par rebondir de manière significative. Ils ont aligné quatre séances de hausse consécutives (lundi, mardi mercredi et jeudi) qui ont à nouveau propulsé le baril de Brent au-dessus des 80 dollars. 82,80 exactement le 15 décembre avant qu'il ne rechute brutalement le lendemain.

Nouvelle loi sur la monnaie et le crédit : Les grands changements attendus

Les entreprises, les agents économiques et les observateurs ont les yeux tournés vers le prochain Conseil des ministres qui devrait traiter l'avant-projet de la nouvelle loi sur la monnaie et le crédit, très attendue depuis maintenant plusieurs mois.



Sommet Etats-Unis – Afrique – Benabderrahmane : « Les intérêts des Africains, principales priorités de l'Algérie »

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a affirmé jeudi dernier à Washington (Etats-Unis) que l'Algérie «a toujours placé les intérêts du continent africain, de ses Etats et de l'Union africaine (UA) parmi ses principales priorités».



Encouragement de la production nationale : La recette des opérateurs

Opérateurs et économistes sont unanimes à louer la performance de la production nationale en pleine renaissance. Ils estiment que la nouvelle politique des pouvoirs publics est à même de créer un environnement économique propice à même d'augmenter la performance des entreprises.



Relation APN-Conseil de la nation et Gouvernement : De larges prérogatives au Parlement

La commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN) a écouté, jeudi dernier, un exposé sur les modifications introduites au projet de loi définissant l'organisation et le fonctionnement de l'APN et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les deux chambres du Parlement et le gouvernement, a indiqué un communiqué de la chambre basse du Parlement. Présidée par Zahir Kheladi, la commission a écouté la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, qui a présenté un exposé sur ce texte.



Commerce extérieur : l'Algérie va bientôt ouvrir une banque en Afrique

L'Algérie compte élargir son réseau commercial en Afrique et faciliter les mouvements de capitaux vers et depuis l'Algérie. Selon en le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, une banque algérienne va bientôt ouvrir au Sénégal ».



Devises en Algérie : l'ouverture des bureaux de change de nouveau au parlement

Devises (euro dinar) – Le dossier relatif à l'ouverture des bureaux de change en Algérie sera bientôt remis sur la table. Apprenez-en plus à ce sujet dans les lignes de cette édition du jeudi 15 décembre 2022.

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

BENABDERRAHMANE DÉFEND, À PARTIR DE WASHINGTON, LES INTÉRÊTS DU CONTINENT : « Pour une Afrique stable et prospère »

Présent à Washington, en marge de sa participation au Sommet États-Unis/Afrique, en qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane, a fait part de ses inquiétudes quant aux menaces auxquelles fait face actuellement le continent africain, et des moyens de parvenir à une Afrique intégrée et en paix.



Exclusif/Finances : L'Algerian Bank of Senegal est née

L'ouverture de succursales de banques publiques à l'étranger se concrétise. Comme nous l'avions annoncé sur ces mêmes lignes, le consortium de quatre banques publiques BADR, BEA, CPA et BNA comme chef de file, a mis en place à Dakar, capitale du Sénégal, la banque au Sénégal d'appel ABS (Algerian Bank of Senegal).

عائدات الثروة شبه معدومة وسط عزوف أصحاب الممتلكات

تحصيل الضرائب العالقة بكل الطرق المشروعة قريباً

باشرت وزارة المالية ومديرية الضرائب خطوات سريعة لرفع نسبة التحصيل الضريبي، وتوسيع الوعاء الجبائي خلال الأشهر الأخيرة، تعتمد على تعميم الرقمنة والشروع في إعادة إحصاء الأثرياء والمكلفين بالضريبة، بالموازاة مع انتهاج أساليب التوعية والترغيب والتحذير من التهرب مع المكلفين بالضريبة، والمساعدة إلى تحسين مردودية المصالح الجبائية. ويؤكد الأمين الوطني للنقابة المستقلة لأعوان الضرائب، عبد الوهاب خالفة، في تصريح لـ”الشروق”، أن إدارة الضرائب أبدت خلال الأشهر الأخيرة رغبة كبرى في رفع نسبة التحصيل الضريبي، من خلال المساعدة إلى تعميم الرقمنة عبر المراكز والقباضات، وزيادة نسبة خراجات الأعوان إلى أماكن التحصيل، ورفع نسبة التبليغ، واتخاذ كافة القرارات الخاصة باسترجاع أموال الجباية العالقة لدى المكلفين بالضريبة.

الوزير الأول يوقع مرسوماً تنفيذياً لتحديد مهامها: بطاقة وطنية لمرتكبي الغش التجاري والجمركي والبنكي والمالي

عدلت الحكومة كليات تنظيم وتسيير البطاقة الوطنية لمرتكبي أعمال الغش ومرتكبي المخالفات الخطيرة للتشريعات والتنظيمات الجبائية والتجارية والجمركية والبنكية والمالية، وكذا عدم القيام بالإيداع القانوني لحسابات الشركة، وعرفت الحكومة هذه البطاقة بأنها “قاعدة معطيات ممرضة للمعلومات المتعلقة بمرتكبي مخالفات التشريع والتنظيم الجبائي والتجاري والجمركي والبنكي والمالي.”

نواب يقترحون توسيع صلاحية الاستعجال: أسئلة برلمانية تستلزم “الردّ الفوري” على طاولة الحكومة

طالب نواب بالمجلس الشعبي الوطني الحكومة بتوسيع صلاحية الاستعجال المطبقة على القوانين المهمة التي تنزل إلى البرلمان، لتمس الأسئلة الشفوية التي تحمل طابع الأنية – أي إلزام الحكومة بالرد عليها في وقت قياسي، مشددين على أهمية تفاعل الطاقم التنفيذي مع الأحداث المهمة والمستعجلة وفق ما يقتضيه ظرف.

الوزير الأول: الجزائر طالما وضعت مصالح القارة الإفريقية ضمن أبرز أولوياتها

قال الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان، أن الجزائر طالما وضعت مصالح القارة الإفريقية ودولها والإتحاد الإفريقي ضمن أبرز أولوياتها. وأشار الوزير الأول وفي كلمة له خلال أشغال القمة "الأمريكية-الإفريقية"، بالعاصمة الأمريكية واشنطن. أن الجزائر، الفخورة بانتمائها الإفريقي. طالما وضعت مصالح القارة الإفريقية ودولها والإتحاد الإفريقي ضمن أبرز أولوياتها.

VENTE AUX ENCHÈRES DES BIENS DES EX-OLIGARQUES

20 milliards d'euros à récupérer

La lutte anti-corruption qui se mène dans le pays est entrée dans une nouvelle phase cette dernière semaine avec l'amorce de la vente aux enchères des biens des ex-oligarques. Leur somme est évaluée à vingt milliards d'euros.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Cette somme, encore une fois, est l'addition des valeurs estimées de chacun des biens répertoriés et évalués par les spécialistes au cours du long travail qui a été mené durant les trois années précédentes. Des listes détaillées ont été établies sur la base des enquêtes qui se sont déroulées à plusieurs niveaux : les services de sécurité, la police judiciaire, l'IGF, les domaines et même les douanes puisque ces dernières ont reçu instruction de

l'opération de vente aux enchères qui a débuté il y a quelques jours à Alger avec la mise en vente du centre commercial de Bab Ezzouar. Ce centre commercial qui appartient à Ahmed Mazouz est le premier bien récupéré par la justice mis en vente dans un lot composé d'une soixantaine d'autres sociétés. Ce n'est que le début, car la liste des entreprises à vendre aux enchères est beaucoup plus longue, apprend-on de bonnes sources. L'évaluation de leur valeur

Ce sont ces biens répertoriés qui sont donc inscrits dans l'opération de vente aux enchères qui a débuté il y a quelques jours...

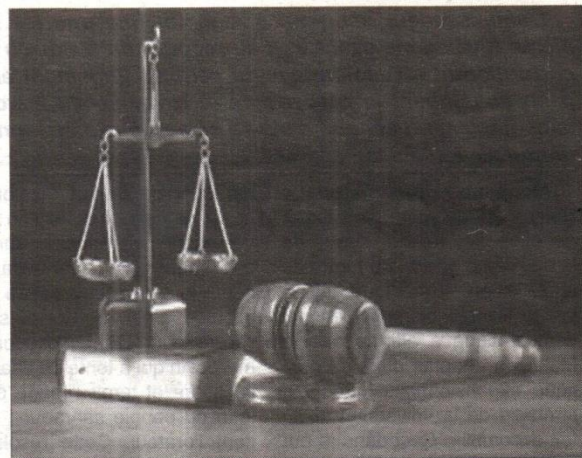
répertorier tous les conteneurs inscrits aux noms des mis en cause et n'ayant pas encore été ouverts. Toutes les institutions ayant un lien avec les secteurs dans lesquels ces anciens hommes d'affaires ont investi ont été également mises à contribution.

Les listes établies ont été transmises à la justice qui a, nous dit-on, bien souvent pris la décision d'approfondir les recherches une nouvelle fois sur la base de doutes existant autour des déclarations faites par ces hommes d'affaires et même certaines fois des ex-ministres et hauts responsables détenus.

Ce sont ces biens répertoriés qui sont donc inscrits dans

est aussi intimement liée au préjudice causé au Trésor public, expliquent les cercles initiés. Ahmed Mazouz, Hassan Larbaoui (ex-proprétaire de KIA) et Mohamed Bairi cumulent, à titre d'exemple, à eux seuls, un préjudice s'élevant à 127 000 milliards de DA. La vente aux enchères des biens qui leur ont été saisis devra donc couvrir cette somme ou s'en approcher au maximum.

Dans le cas de Mahieddine Tahkout, la somme à récupérer est encore beaucoup plus importante car elle a été évaluée à 309 milliards de préjudice. Cet argent est, là aussi, le cumul des gains qui lui ont profité grâce aux incroyables avantages qui lui ont été indûment



octroyés et qui lui ont permis, entre autres, d'utiliser un jet privé qu'il payait 16 000 dollars la journée lors de ses déplacements à l'étranger. Cet ancien homme d'affaires est également celui qui possède l'un des plus grands nombres d'entreprises inscrites en son nom ou celui de certains membres de sa famille qui activaient avec lui dans plusieurs domaines.

Mourad Eulmi (Sovac) et les frères Kouninef ont causé res-

concerne aussi les biens immobiliers répertoriés. La justice a systématiquement procédé à la saisie de toutes les villas, terrains et bureaux appartenant à tous les anciens oligarques. Seules les maisons familiales ont été épargnées par geste humanitaire, avaient alors expliqué les avocats.

L'opération se déroulera de la même manière que celle qui a été opérée pour la vente du centre commercial de Bab

Dans le cas de Mahieddine Tahkout, la somme à récupérer est encore beaucoup plus importante car elle a été évaluée à 309 milliards de préjudice.

pectivement 223 milliards de DA et 275 milliards de préjudice au Trésor public. Lors du procès de Mourad Eulmi, la lecture de l'arrêt de renvoi avait, là aussi, permis d'apprendre qu'il utilisait, lui aussi, un jet privé payé 600 000 DA de l'heure.

La vente aux enchères

Ezzouar. Un avis de mise en vente est annoncé publiquement par les domaines et un prix de départ, de base, est affiché aux côtés de conditions préconisant que les acheteurs potentiels doivent être de nationalité algérienne.

A. C.

MARCHÉ PÉTROLIER MONDIAL

Les prix au gré des annonces

Ses fondamentaux soumis à de fortes perturbations, alimentées en partie par une conjoncture encourageante pour la spéculation en tous genres, le marché pétrolier mondial se cherche et n'en finit pas d'alterner entre gains et pertes, en attendant la flambée sur laquelle parient de nombreux analystes, même occidentaux, pas très convaincus par les sanctions contre le pétrole russe.

Alors que l'Agence internationale de l'énergie (AIE), dans son rapport publié mercredi dernier, prévoit toujours pour 2022 et 2023 une croissance modérée de la demande de pétrole, mettant en avant une «économie mondiale possiblement en route vers la

récession», mais tout en relevant très légèrement sa prévision de croissance de demande de pétrole par rapport à celle de novembre, pas plus tard que le lendemain de la publication du rapport de l'AIE, le brut reprenait le sens de la hausse, les intervenants sur le

marché engrangeant des bénéfices après trois séances de gains. Ainsi, jeudi vers la mi-journée, le Brent s'échangeait à 82,80 dollars avant d'amorcer le mouvement inverse en raison de la nouvelle intervention des banques centrales occidentales annonçant un prochain relèvement des taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation. Nouvelle donne qui a fait perdre de sa valeur au baril de Brent, cédé en fin de séance, jeudi donc, à 81,21 dollars. La réouverture de l'oléoduc Keystone qui achemine environ 600 000 barils/jour du Canada aux États-Unis, est venue «enrichir» l'offre de pétrole et met-

tre, machinalement, fin à la remontée des prix.

De nouvelles perturbations qui se sont fait sentir plus lourdement encore dans la journée de vendredi, les cours du brut ayant tôt pris le chemin de la chute pour effacer les gains du début de la semaine, le Brent glissant à 78,42 dollars après avoir accroché la barre des 82 dollars en début de semaine. Un tumulte dans le marché qui a inspiré les analystes de la banque d'investissement danoise, Saxo Bank, qui s'attendent à voir le prix du Brent se stabiliser à moins de 90 dollars jusque « avant le deuxième trimestre 2023 » en raison des préoccupa-

tions actuelles sur une récession qui pourrait nuire à la demande. Avis que ne partagent pas tous les analystes qui, au contraire, affichent la conviction que la donne changera l'an prochain, les projections faisant état d'un pétrole beaucoup plus cher que ne le souhaitent les gros consommateurs, à commencer par l'administration américaine qui a entamé le remplissage de ses réserves stratégiques d'où elle a considérablement puisé pendant plus d'une année (216 millions de barils) pour lutter, sans grand succès, contre la hausse des prix en noyant le marché.

Azedine Maktour

بالتعاون مع مصالح المالية والتجارة وبنك الجزائر توسيع قائمة مرتكبي أعمال الغش

ودفع الضرائب، وممارسات التدليس والتصريحات في المجال الجبائي والجمركي والتجاري، وتحويل الامتيازات الجبائية والجمركية والتجارية عن وجهتها، إضافة إلى مخالفات ممارسة الأنشطة التجارية وحماية المستهلك وصحته، وأيضا العمليات البنكية والمالية والإشهار القانوني والمساس بالاقتصاد الوطني، والمخالفات المتصلة بالأنشطة الجمركية التي تمس بالأمن والنظام العام.

ويترتب على معارضة المخالفة التسجيل الفوري وجوبا في البطاقة، وإجراءات الشطب منها بعد تسوية الوضعية إزاء جميع الأسباب التي بررت التسجيل، مع تبليغ الشخص الطبيعي أو المعنوي بالتسجيل أو الشطب في أجل أقصاه 10 أيام من تاريخ الإصدار بعنوان مقر النشاط المصرح به، إذ تتولى مصالح المديرية العامة للضرائب تنظيم وتسوير هذه البطاقة الوطنية التي تكون مؤمنة وسرية.

ب. وسيم



كل شخص طبيعي أو معنوي ارتكب مخالفة للتشريع والتنظيم الجبائي والتجاري والجمركي والبنكي والمالي، طبقا لأحكام المادة 110 من القانون رقم 16/21 المتضمن قانون المالية لسنة 2022، مع تمديد التسجيل إلى الممثلين القانونيين عند ارتكاب المخالفة من طرف شخص معنوي، حيث تشمل هذه المخالفات التملص من الوعاء

خلال طلب التسجيل أو الشطب، حيث تشمل المديرية العامة للضرائب والمديرية العامة للجمارك بعنوان وزارة المالية، والمديرية العامة للرقابة الاقتصادية وقمع الغش بعنوان وزارة التجارة وترقية الصادرات، والمديرية العامة للصراف بعنوان بنك الجزائر.

وأشار المرسوم التنفيذي إلى أن التسجيل في البطاقة يخص

● وسعت الحكومة البطاقة الوطنية لمرتكبي مخالفات التدليس ومرتكبي مخالفات التشريع والتنظيم الجبائي والتجاري والجمركي والبنكي والمالي، إلى مرتكبي أعمال الغش الذين لم يقوموا بالإيداع القانوني لحسابات الشركة.

البطاقة الوطنية لمرتكبي أعمال الغش والمخالفات الخطيرة للتشريعات والتنظيمات الجبائية والتجارية والجمركية والبنكية والمالية، وعدم القيام بالإيداع القانوني لحسابات الشركة التي أوردها المرسوم التنفيذي رقم 403/22 المؤرخ في 24 نوفمبر 2022، المعدل والمتمم لأحكام المرسوم التنفيذي رقم 84/13، هي قاعدة معطيات مركزية للمعلومات المتعلقة بمرتكبي مخالفات التشريع والتنظيم الجبائي والتجاري والجمركي والبنكي والمالي.

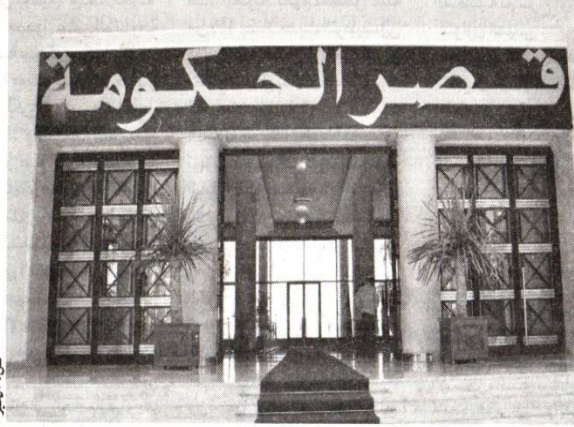
ويتم تزويد البطاقة بالمعلومات من مصالح وزارة المالية ووزارة التجارة وترقية الصادرات وبنك الجزائر، من

نوابه مطالبون بممارسة الرقابة بمفهومها الشعبي

حتى لا يبقى البرلمان مجرد غرفة لتسجيل بريد الحكومة!

الوالي ليس إلا، وظلت مختلف الوزارات، طيلة العهود السابقة، تتحجج بتدني مستوى شاغلي مقاعد البرلمان، الذي لا يمكنهم من مراقبة الطاقم التنفيذي، غير أن الرأي الواقعي يقول بغير ذلك، لأن تعطيل رقابة ممثلي الشعب يعبر عن ضعف وعدم كفاءة بعض وزراء الفريق الحكومي، في وضع برامج مدروسة تستطيع بها مواجهة ممثلي الشعب دون عقدة أو خوف، وفي نهاية المطاف تحمل مسؤولية النتائج المتمخضة، إيجابية كانت أو سلبية.

وقد يفسر هذا الأمر بكون البرلمان استقال أو لا يريد ممارسة مهامه الرقابية وسلطته التشريعية، ويكتفي بالوظيفة البرلمانية، وليست الهيئة التنفيذية وحدها المسؤولة عن هذه الهشاشة البرلمانية، بل إن للمعارضة يدا فيهما يحدث، لأن جر البرلمان نحو الأسفل يتم بطريقة أو بأخرى بسبب الضغوط السياسية التي يواجهها النواب داخل أحزابهم، قبل الضغوط التي يتعرضون لها من قبل السلطة التنفيذية، على غرار ما وقع مع بعض نواب مجلس الأمة للأفان الذين أغضب انتقادهم للوزير الأول قيادة الحزب مؤخرا. كما أن "الزير" الذي تتعرض له مقترحات القوانين المقدمة من طرف مجموعات النواب بمعوية الأسئلة الشفوية، من طرف مكتب البرلمان، حسب بعض النواب، قد قتل الشهية ولم يعد يشجع النواب على المبادرة.



يعش أيد الدهر بين الحضر".
إذ عندما ينصب اهتمام نواب الأمة الذين لهم عهدة وطنية وليس محلية، على تتبع أحوال الممهلات والأرصفة وحالة الزفت في الطرقات، وهي محاولة سطو مفضوحة على اختصاصات المنتخبين المحليين وعلى مهام المجالس البلدية والولائية، فهو ما قد يعطي كامل الحق لوزراء الطاقم الحكومي الذين يرفضون النزول إلى البرلمان للرد على أسئلة نواب محتواها يحط أحيانا من قيمة الوزير فعلا، لأن الجواب عنها قد تجده بالتفاصيل المملة لدى "المير" أو في أقصى الحالات لدى

● من حق نواب البرلمان المطالبة بتعميم آلية الاستعجال في رد الحكومة على الأسئلة الشفوية والكتابية، حتى وإن كان الدستور في مادته 158 حددها بأن لا تتعدى الـ 30 يوما. إذ بالرغم من هذه الأجل الطويلة، إلا أنه مع ذلك مازالت عقارب ساعة توقيت البرلمان والحكومة في هذا المجال الرقابي بطيئة، ولا تسمح في النهاية بترقية ممارسة هذه الصلاحية، كما ورد في المادة 9 من الدستور "يختار الشعب لنفسه مؤسسات، غايتها (...) ضمان الشفافية في تسير الشؤون العمومية".

لم تتطور الممارسة البرلمانية كثيرا مقارنة بالعهد السابق، وما زالت مسألة طرح الأسئلة الشفوية والكتابية من قبل النواب والرد عليها من طرف الحكومة، وأيضا نوعية برمجتها في الجلسات من قبل رئاسة البرلمان، تغذي الانطباع بأن الهيئة التشريعية يراد لها أن تبقى برلمانا صغيرا لا يناقش سوى الأمور الصغيرة فقط، إذ زيادة على أن هناك فارقا زمنيا كبيرا بين وقوع الحدث وبين طرح السؤال الشفوي وبين برمجة موعد رد وزراء الحكومة عليه، فإن الملاحظ على عشرات الأسئلة الشفوية والكتابية المطروحة من طرف النواب، في إطار محاولة ممارسة مهامهم الرقابية، ظلت مقتصرة على قنوات الصرف الصحي وعلى تزويد المدن بغاز المدينة، وعلى توفير الأعراف لمربي المواشي، وعلى فتح أسواق

الجملة بالبلديات، وكذا مشاكل توفير النقل المدرسي وتوزيع السكنات والبنائات الفوضوية، وما إلى ذلك من الأسئلة التي يرى فيها النواب أنها ذات أهمية، في حين أن مهام النواب أكبر وأوسع من ذلك.

وقد نجد بعض الأعداء للبرلمان الذي لم يتفاعل مع العديد من القضايا التي عرفتها الساحة الوطنية، بحيث ظل على الهامش ولم يتجرأ على تشكيل لجان تحقيق حولها، فهو أمر لا يمكن تفسيره سوى بكون هذا البرلمان لا يريد أن يكبر في نظر الجزائريين، وينقي في وضع "من لا يحب صعود الجبال

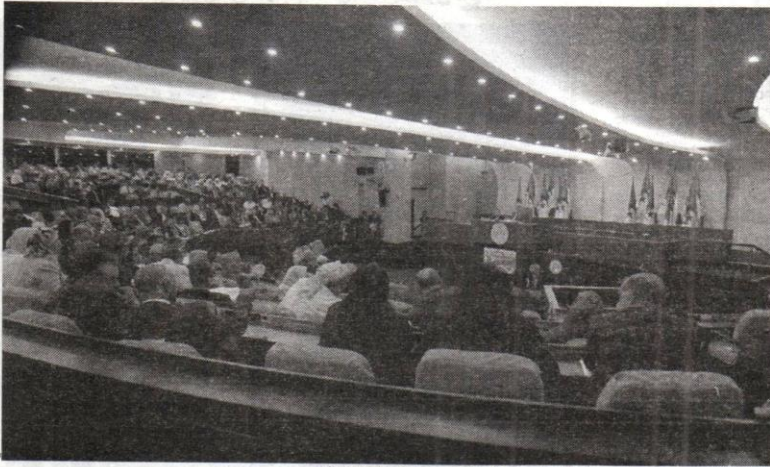
فيما تطالب فئة من النواب بأحقية طرح الاستعجالية منها

الأسئلة الشفوية تتحول إلى صدادع للحكومة والبرلمان

• النواب مطالبون بتعيين أسئلتهم وتقليص مساءلة الحكومة في قضايا محلية
• النائب ربحي: كثرة الأسئلة علامة صحية

يواجه نواب في المجلس الوطني ضغوطا من مكتب المجلس لأجل التنازل عن أسئلة شفوية تأخرت ردود أعضاء الحكومة عليها، الأمر الذي يعتبره نواب مساسا بحقوقهم الدستورية في ممارسة الرقابة على عمل الجهاز التنفيذي.

ف. جمال



نواب يدافون عن حقهم الدستوري في ممارسة الرقابة على عمل الجهاز التنفيذي

• استقبل نواب، الأسبوع الماضي، اتصالات من لدن رؤساء مجموعات نيابية يلتمسون منهم تطهير سجلهم من الأسئلة الكتابية الموجودة في حالة ستاند باي (تعليق) والتنازل عن حصة 2021 وتحويل أخرى إلى كتابية. وفاجأ القرار الجديد النواب الذين كانوا ينتظرون تجاوزا مع أسئلتهم، ولم لا برمجة جلسات إضافية بعد تجاوز إشكالية البث المباشر على القناة الأرضية وتحويل البرمجة إلى القناة البرلمانية التي دخلت حيز الخدمة الصيف الماضي.

وقال النائب محمد ربحي، صاحب ثاني أهم سجل من حيث الأسئلة في العهدة الحالية، في اتصال هاتفي مع "الخبر": "صحيح أن مكتب المجلس الشعبي الوطني يحوز على سلطة الفصل في ملاءمة أو عدم ملاءمة الأسئلة، لكنه لا يتمتع بسلطة إلغاؤها بعد سنة أو أكثر من الموافقة عليها، لأن ذلك يعد مساسا بصلاحيات النائب". وأوضح البرلماني: "الأسئلة بنوعها آتية من آليات الرقابة النيابية وحق دستوري متاح للنواب مثلما هو منصوص في المادة 158 من الدستور التي تنص على أنه يمكن لأعضاء البرلمان أن يوجهوا أي سؤال شفوي أو كتابي إلى أي عضو في الحكومة". وحمل ربحي جانبا من المسؤولية لوزارة العلاقات مع البرلمان التي تلعب دورا في التوجه الجديد للحد من هذه الآلية الرقابية. وأشار: "نحن أمام حالة مساس بالفصل بين السلطات بل تضيق على عمل النائب".

وأوضح البرلماني، الذي سبق له انتقاد وزارة العلاقات مع البرلمان في جلسات عامة للمجلس، أنه واجه، مثله مثل عدد من زملائه، ضغوطا لأجل تغيير تسمية الوزارة أو اسم الوزير، بمعنى إعادة صياغة السؤال، ما يعطل البرمجة أو تأخير الردود عليها. وتابع "من بين المطالب التي تلقاها النواب، إلغاء الأسئلة ذات الطابع المحلي، والتوجه بها إلى الوالي مباشرة". مستغريا هذه الخطوة "إذا كان علينا التوجه إلى الولاية فماذا يتبقى للمنتخبين المحليين، زيادة على ذلك لا يحمل الولاية صفة عضو في الحكومة".

واستدرك "حدث أن تتفاعل الولاية معنا ولكن في الغالب تأتينا أسرع الردود من الوزراء".

أعضاء البرلمان ومعهم الجزائريين.
مصدر من مكتب المجلس: "لا حل سوى
تعيين المدونة"

أشارت مصادر من مكتب المجلس الشعبي إلى أن المبادرة الخاصة بتطهير مدونة الأسئلة الشفوية والكتابية، تهدف إلى زيادة الفعالية وتكافؤ الفرص بين أعضاء المجلس، لأن المضي بالمنهج الحالي سيحرم قطاعا منهم من البرمجة إلى غاية نهاية العهدة النيابية الحالية.

وقالت مصادرنا إنه "في الاجتماع الأخير لرئيس المجلس ورؤساء المجموعات البرلمانية، بحضور أعضاء المكتب، تمت دعوة رؤساء المجموعات للعب دورهم في تأطير النواب، واستغلال المستشارين التشريعيين الذين وضعا تحت تصرف الكتل في ذلك في تحسين الصياغة وتحديد الأولويات". وأبلغوا أيضا بأهمية فتح مناقشات مع النواب خصوصا رفع مستوى الأسئلة وتعيينها، لأنه لا يمكن الاستمرار بالوضع الحالي، خصوصا بالنسبة للأسئلة الشفوية". وأفادت مصادرنا "لم يعد ممكنا التفاعل مع أسئلة شفوية تخص مستوصفا صغيرا أو تعنى بقضايا تجاوزها الزمن، مثل الحرائق، وأخرى توجد محل تحقيق قضائي".

ودافع نائب الجلفة، الذي بحوزته 157 سؤال ما بين شفوي وكتابي، عن حق البرلماني في طرح مثل هذا العدد وأكثر من الأسئلة لطبيعة دوره ومهمته وكثرة الاتصالات من الناخبين، سواء من دائرته الانتخابية أو من فئات أو ذوي مصلحة آخرين. وأعلن تأييده لمطلب رفعه زملاء له في اللجنة القانونية، الخميس، خلال تقديم مشروع القانون الناظم لمنح صفة الاستعجال لنوع معين من الأسئلة، وتقديم الرد والإحاطة من قبل ممثل الجهاز التنفيذي، رغم التضييق على مهلة 30 يوما لعضو الحكومة للرد على الأسئلة بنوعها الشفوي والكتابي، مثلما هو منصوص عليه في المادة 158 من الدستور. وتابع "شخصيا وجهت سؤالاً بخصوص استنزاف القدرات الوطنية من الكفاءات الطبية لفائدة فرنسا، لكن رغم الطابع الاستعجالي للقضية إلا أنني لم أتلق أي إجابة من الحكومة". واستدرك النائب ربحي قائلا "يجب عدم الانزعاج من توجيه النواب عددا كبيرا من الأسئلة، لأن هذه الآلية ظاهرة صحية، تظهر حجم تفاعل أعضاء البرلمان مع مطالب الناخبين ومع القضايا الوطنية، خصوصا المستعجلة منها"، وأنه "يتوجب دستوريا على أعضاء الحكومة النزول من أبراجهم العاجية، على حد وصفه، بمخاطبة

مجلس المحاسبة انتقد ضعف استهلاك الاعتمادات المالية بوهران صرف 8 بالمائة من إجمالي 620 مليون دينار المخصصة لمناطق النشاط منذ 2016

تطرق المجلس التنفيذي لولاية وهران، نهاية الأسبوع، لملف تهيئة مناطق النشاط وخاصة المنطقة الصناعية طفراوي بعد قرار توظيف مشروع مصنع "فيات" بوهران، وهو ما سبق لتقرير مجلس المحاسبة الإشارة إليه، بانتقاده ضعف استهلاك الاعتمادات المالية ككل، وبالأخص الموجهة لأشغال مناطق النشاط، حيث لم يتعد 55 مليون دج من إجمالي 620 مليون دج.

جعفر بن صالح



مقر ولاية وهران

● أشار تقرير مجلس المحاسبة، أن "استهلاك المبلغ الزهيد كان في نهاية 2020 أي بعد أربع سنوات من تاريخ تسجيل البرنامج سنة 2016 بسبب تأخر في اختيار الأرضية" كان بإمكان مصالح الولاية صرف الأموال المتوفرة لتهيئة المناطق الصناعية الموجودة وربطها لمختلف الشبكات، مما اضطر العديد من المتعاملين الاقتصاديين على التكفل بأشغال الربط بمالهم الخاص.

وتجسد هذه العينة الصغيرة الانعكاسات السلبية لعدم اضطلاع الولاية بمهامها المتعلقة بترقية النشاط الاقتصادي على التنمية المحلية، وتعطيل مشاريع استثمارية لخلق الثروة واستحداث مناصب شغل بسبب غياب التهيئة للمناطق الصناعية ومناطق النشاط رغم توفر الاعتمادات المالية.

ووضع قضاة مجلس المحاسبة أيديهم على الجرح بالإشارة إلى "ضعف استهلاك الاعتمادات المالية المخصصة لبرامج التجهيز والاستثمار المقدرة بـ 37.1 مليار دج من 2016 إلى 2020، حيث لم تتعد 18,4 مليار دج، وهو ما يمثل 50 بالمائة"، وهو مؤشر غير صحي على تسيير الشأن المحلي لتلبية لحاجيات المواطنين. وركز قضاة مجلس المحاسبة على "برامج دعم البلديات في مجال النظافة والنقل المدرسي وتهيئة الشواطئ والتي استهلكت بنسبة 100 بالمائة في سنة 2006، وانخفضت النسبة إلى 3 بالمائة في 2017 و31 بالمائة في 2018 و21 بالمائة في 2019 و0.5 بالمائة سنة 2020". نفس الملاحظة دونها مجلس المحاسبة بخصوص "برنامج تمويل أشغال مناطق النشاط الموجودة منذ 2016 بمبلغ 620 مليون دج، لكن التأخر في اختيار الأرضية المخصصة لهذه المناطق لم يتم استهلاك سوى مبلغ 55,8 مليون دج في سنة 2020". ويطرح تأخر اختيار الأرضية لإنجاز مناطق النشاط مشكلة التسرع في اتخاذ قرار قبل دراسة معمقة حول توفر العنصر الصناعي على مستوى البلديات قبل تخصيص الاعتمادات المالية اللازمة. وانتقد التقرير كذلك ضعف الاستثمار في المشاريع المنتجة للمداخيل، وبالتالي اعتماد الجماعة المحلية على التمويل المركزي

المواطنين، وزيادة على ذلك بعض المنشآت رغم أهميتها، فهي غير مستغلة سنوات بعد إنجازها". وأرجع التقرير كل هذه النقص إلى افتقاد ولاية وهران في تلك الفترة الزمنية "لمخطط تنمية على المدى المتوسط حسب المادة 80 من القانون رقم 12-07 المؤرخ في 21 جانفي 2012 يتعلق بالولاية، يبين المخطط الأهداف والبرامج والوسائل المعنية من الدولة في إطار مشاريع الدولة والبرامج البلدية للتنمية ويعتمد هذا المخطط كإطار للتنمية".

وقد اعترضت مصالح الولاية في ردها على التقرير بهذا الأمر "سيسهر المجلس الشعبي الولائي على إعداده"، وهو إقرار صريح بأن تسيير الجماعة المحلية من الولاية للبلدية يتم دون مخططات متوسطة المدى، وهو ما يفسر خلو حصيلة نشاط الجماعات المحلية (ولاية وبلدية) وحتى مشاريع الميزانية الأولية والإضافية من مؤشرات مضبوطة حول أرقام التنمية المحلية المنتظرة وأرقام حول نسب التشغيل والإسكان والتكفل الصحي والتدريس حسب ساكنة الولاية، لتكون بمثابة آلية قياس نجاعة الجماعات المحلية وعدم الاكتفاء بتقديم ميزانية التجهيز والتسيير.

ج. ب

لموازنة الميزانية وصرفها على قطاعات الطرق والشبكات والتجهيزات المدرسية والرياضية والاجتماعية والصحية والمباني والتجهيزات الإدارية.

ويشير التقرير إلى "استهلاك 5,07 مليار دج على الطرق والشبكات، أي 25 بالمائة من الاعتمادات، ثم يليه قطاع التجهيزات المختلفة بقيمة 2,3 مليار دج أي 10 بالمائة، وأخيرا المباني والتجهيزات الإدارية 2,02 مليار دج أي 10 بالمائة".

نسبة النفقات المخصصة للمشاريع المنتجة هي أقل من 1 بالمائة

لكن النفقات المتعلقة بالمشاريع المنتجة للمداخيل لم تتعد 61,8 مليون دج، أي سوى أقل من 1 بالمائة من مجموع نفقات التجهيز والاستثمار المقدرة بأكثر من 18,4 مليار دج. واستخلص مجلس المحاسبة من خلال دراسة الأرقام المتعلقة بصرف مبلغ 18,4 مليار دج المخصص لنفقات التجهيز والاستثمار ما بين 2016 لغاية 2020 "نقص نضج المشاريع وتأخر في الإنجاز، ومنه الضعف المسجل في استهلاك الاعتمادات المالية وتأثير على الأهداف المحددة لهذه البرامج والتكفل باحتياجات

الاستيراد والتصنيع بأطر تنظيمية جديدة

هكذا فكك رئيس الجمهورية ألغام ملف السيارات

■ انخفاض مرتقب لأسعار المركبات التي بلغت مستويات قياسية
■ 2023.. سنة ميلاد «فيات» الجزائرية وإنتاج وتسويق مركبات تنافسية



مركبة/سنة، على مساحة تقدر بـ 40 هكتارا. كما ستضاف إلى هذا الوعاء، أرضية أخرى بمساحة 80 هكتارا تخصص لتوطين الموردين المحليين وشركات المناولة قصد تطوير نظام بيئي حقيقي من خلال مخطط اندماج محلي، ضمن خطة تهدف إلى زيادة مهارات الجهات الفاعلة الموجودة في الجزائر، وإيجاد فاعلين جدد من أجل تحقيق معدلات الإدماج المطلوبة في دفتر الشروط.

ولتعزيز تفعيل هذا المشروع، وقع مجمع «ستيلانتيس» مؤخرا على دفتر الشروط الجديد لتصنيع السيارات الذي يحدد شروط وإجراءات مزاولة نشاط صناعة المركبات في الجزائر وكذا على اتفاقية مع الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار، تطبيقا للاتفاقية - الإطار التي تم التوقيع عليها في أكتوبر الماضي. وتشكل هذه الاتفاقية خطوة كبيرة لتحقيق هذا المشروع الذي يترجم «العلاقات الثنائية المتميزة»، وكذلك إرادة الرئيس، الجزائري عبد المجيد تبون، والإيطالي سيرجيو ماتاريليا، لتعزيز التعاون والشراكة.

ومن المفترض أن يشرع مع «نهاية سنة 2023» في صناعة المركبات الأولى من العلامة الإيطالية «فيات»، حسب ما أفاد به وزير الصناعة أحمد زغدار، الذي أشار إلى التوقيع مستقبلا مع مصنعين آخرين.

اعتبارا من الأشهر الأولى من عام 2023، دخول السيارات الجديدة والمستعملة، التي يتم تسويقها من قبل الوكلاء أو المستوردة من قبل الأفراد.

«ستيلانتيس» بالجزائر.. في انتظار مصنعين آخرين

إذانا بقدوم حقبة جديدة من أنشطة استيراد وتصنيع المركبات في الجزائر، تم توقيع اتفاقية - إطار بين وزارة الصناعة وعلاق صناعة السيارات العالمي «ستيلانتيس»، لإقامة مشروع لتصنيع السيارات السياحية والنفعية الخفيفة ذات العلامة «فيات».

وتعتبر هذه الاتفاقية مع مجمع ستيلانتيس، الناتج عن اندماج شركات «بي. أس. آه» و«فيات - كريسلا»، والمتعلقة بإنجاز مشروع لإنتاج المركبات السياحية والمركبات الخفيفة بولاية وهران، وكذلك تطوير الأنشطة الصناعية وخدمات ما بعد البيع وقطع الغيار للعلامة التجارية، خطوة أولى لتأسيس صناعة حقيقية للسيارات في الجزائر.

وبالفعل، أرسل مجمع «ستيلانتيس»، الذي يحتل المرتبة الثانية في أوروبا بعد «فولكس فاغن» والرابعة في العالم في صناعة السيارات، ممثليه لزيارة موقع مصنعه المستقبلي في الجزائر.

وتتربع أرضية المقار التي سيقام عليها مصنع «ستيلانتيس»، الذي ستبلغ قدرته الإنتاجية 60.000 مركبة في السنة الأولى، ثم 90.000

عرف ملف السيارات بالجزائر انفراجا خلال سنة 2022، بعدما صدر في الجريدة الرسمية، بأمر من رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، مرسومان تنفيذيان متعلقان باستيراد المركبات الجديدة وتصنيع المركبات محليا، بالإضافة إلى فتح استيراد السيارات المستعملة لأقل من 3 سنوات في إطار قانون المائة 2023.

مستسمح الإجراءات الرئيسية بطي ملف السيارات في الجزائر، بعد تجربة فاشلة كلفت الخزينة العمومية غالبا، فضلا عن متابعات قضائية متعلقة بقضايا الفساد.

وبالتالي، وبفضل الإرادة السياسية لإعادة بعث القطاع، سيخرج ملف السيارات أخيرا من حالة الانسداد، بفضل الإجراءات الجديدة المتخذة، خاصة مع عودة أنشطة استيراد المركبات الجديدة وتصنيع المركبات، وهو ما سيسمح بانخفاض أسعار السيارات في الجزائر التي بلغت مستويات قياسية.

وتخضع هذه الأنشطة لقواعد وشروط جديدة، تم تحديدها شهر نوفمبر الماضي ضمن المرسوم التنفيذي رقم 22-383 المحدد لشروط وكيفية ممارسة نشاط وكلاء المركبات الجديدة والمرسوم التنفيذي رقم 22-384 المحدد لشروط وكيفية ممارسة نشاط تصنيع المركبات.

وخلال ترؤسه في 23 أكتوبر الماضي اجتماعا لمجلس الوزراء، كان الرئيس تبون قد شدد على وجوب «الفصل بين نشاط الوكلاء المستوردين والشركات المصنعة والتوجه نحو صناعة ميكانيكية بمعايير التكنولوجيا العصرية»، أمرا الحكومة بنشر في 17 نوفمبر الماضي دفتر الشروط المتعلقة باستيراد المركبات الجديدة وتصنيع المركبات.

إلى جانب هذين المرسومين التنفيذي، تمت، في إطار قانون المالية لسنة 2023، إعادة إطلاق عملية استيراد المركبات السياحية التي يقل عمرها عن 3 سنوات، من طرف المواطنين للاستخدام الشخصي، استجابة لتوجيهات رئيس الجمهورية، والتي مستشك، مع الإجراءات الأخرى، جرة أوكسجين لسوق السيارات في الجزائر. وعليه، سيرف سوق السيارات بالجزائر،

EXPORTATIONS ALGÉRIENNES DE GAZ EN 2022

Les chiffres record de Sonatrach

L'année 2022 tire à sa fin, mais l'on sait déjà que sur le plan des exportations des hydrocarbures, ce finissant exercice restera comme un cru exceptionnel. Les perspectives établies par Sonatrach tablent sur des revenus qui devraient dépasser les 50 milliards de dollars, contre 34,5 milliards de dollars en 2021 et 20 milliards de dollars lors de la terrible année 2020.

Cette belle et finissante année aura été florissante pour la compagnie nationale des hydrocarbures. L'effort de production et la conjoncture très singulière induite par le conflit russo-ukrainien ont fini, comme attendu, par impacter positivement, comme jamais depuis plusieurs années, les revenus générés par les exportations algériennes d'hydrocarbures. Si la situation financière de Sonatrach a été dans une grande part

dopée par la remontée des prix du pétrole depuis que l'Opep+ s'est mise au chevet du marché mondial, l'embellie est également à mettre à l'actif des exportations de gaz qui ont atteint un « niveau record cette année », selon le directeur général des études et de la prospective au ministère de l'Énergie et des Mines, Miloud Medjelled, qui s'exprimait, jeudi, sur la Chaîne 1 de la radio nationale.

Le haut cadre du ministère de

l'Énergie a en effet confié que la compagnie nationale a exporté jusque-là près de 56 milliards de mètres cubes de gaz et ce chiffre est appelé à augmenter. L'occasion pour M. Medjelled de mettre de nouveau en évidence l'effort consenti par la compagnie nationale pour traduire « la politique énergétique en Algérie (qui) consiste à répondre à la demande intérieure, qui n'a cessé d'augmenter entre 3 et 4% au cours de la dernière décennie, et à approvisionner les marchés mondiaux avec cette énergie vitale ». Dans son propos, le responsable de la prospective au ministère de l'Énergie a également réitéré que le défi auquel est confronté le secteur consiste à « rationaliser la consommation domestique d'énergie, en constante augmentation ». Il faut savoir que, selon les chiffres avancés par l'invité de la Chaîne 1, ce sont 50% du gaz naturel qui sont destinés à la production d'électricité. Une contrainte qui limite l'exportation et qui, en conséquence, justifie la mise en œuvre rapide d'un programme



Photos - DJR

de développement des énergies renouvelables et, ainsi, permettre d'augmenter la part du gaz destiné à l'exportation.

En plus de la rationalisation de la consommation domestique, l'effort est également dirigé vers le volet recherche et l'exploration de l'activité de la compagnie

nationale qui, pour ce faire, a conclu plusieurs contrats avec des partenaires étrangers, a rappelé M. Medjelled. Le plan mis au point devrait permettre, au bout, d'augmenter la production de pétrole et de gaz entre 2023 et 2028.

Azedine Maktour

LE PROJET ENFIN RÉVÉLÉ

Ce qui va changer dans les rapports Parlement-gouvernement

On en sait un peu plus sur le projet de loi fixant l'organisation des deux Chambres du Parlement.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - La commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN) a, en effet, écouté avant-hier jeudi, un exposé sur les modifications introduites au projet de loi définissant l'organisation et le fonctionnement de l'APN et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les deux Chambres du Parlement et le gouvernement.

Ce texte de 17 dispositions amende et complète la loi organique 12-16 définissant l'organisation et le fonctionnement de l'APN et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les deux Chambres du Parlement et le gouvernement.

Et les modifications contenues dans ledit texte visaient à «organi-

ser le fonctionnement du Parlement en termes de législation et de contrôle, missions effectuées par les membres du Parlement et qui garantiront plus d'efficacité et d'équilibre en matière de relation fonctionnelle liant le Parlement à l'appareil exécutif», affirme le président de la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'APN qui annonce une prochaine réunion avec les présidents des groupes parlementaires pour qu'ils puissent émettre leurs opinions sur ce projet de loi.

Des modifications qui visent, selon la ministre des Relations avec le Parlement qui a présenté le texte, à «adapter les dispositions de cette loi organique aux nouvelles exigences et dispositions prévues par l'amendement constitutionnel figurant parmi les



Photo : DR

réformes du président de la République».

Et entre autres nouveautés énumérées par Bisma Azouar, la possibilité pour les commissions permanentes des deux Chambres du Parlement d'auditionner les membres du gouvernement concernant

les sujets d'intérêt public, et exiger du gouvernement de présenter les documents et les informations nécessaires demandés par les membres du Parlement dans l'exercice de leurs missions de contrôle, à l'exception, ceci dit, de ceux ayant un «caractère secret et

stratégique lié à la défense nationale et à la sécurité intérieure de l'Etat, à l'intérêt vital de l'économie nationale ou des faits faisant l'objet de procédures judiciaires».

Il est également concédé aux parlementaires des deux Chambres la possibilité d'interroger le gouvernement sur les questions nationales et sur l'application des lois. Une première dans l'histoire des Constitutions algériennes.

Quant au volet législatif, le texte suggère «d'insuffler un caractère juridique à cette procédure urgente à travers la création d'un nouveau service fixant les modalités d'étude de projets de loi et leur adoption Conformément à cette procédure».

Azouar a, à ce propos, indiqué que le projet de cette loi organique «a initialement fixé un délai de 10 jours maximum pour l'adoption définitive des projets de loi à caractère spécifique ou prioritaire».

M. K.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger